



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE LA RÉUNION
BUREAU DES SOUTIENS ET DES FINANCES
SECTION BUDGET ADMINISTRATION
Caserne Vérines – 61 rue Victor Mac-Auliffe
B.P 92036
97405 SAINT-DENIS Cedex
Tél : 02.62.93.78.67**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**Marché passé selon une procédure adaptée en application de l'article L2123-1 et des articles
R2123-1 à 7 du code de la commande publique**

**Marché de travaux relatif aux opérations de désamiantage et de remplacement
des menuiseries au sein de la caserne de gendarmerie de Saint-Pierre (974)**

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	4
1.1 Liminaire.....	4
1.2 Objet du marché.....	4
1.3 Catégorie de marché.....	4
1.4 Forme et montant du marché.....	4
1.5 Date d'effet et durée du marché.....	5
1.5.1 Délai d'exécution.....	5
1.5.2 Planning prévisionnel.....	5
ARTICLE 2 – PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 3 – IDENTIFICATION ET RÔLE DES PARTIES.....	7
3.1 Le titulaire.....	7
3.2 Le COMGENDRE.....	7
3.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).....	7
3.2.2 Bénéficiaires.....	7
3.2.3 Ordonnateur secondaire.....	7
3.2.4 Comptable assignataire.....	7
3.2.5 Maître d'ouvrage.....	7
3.2.6 Maître d'oeuvre.....	8
3.2.7 Coordonnateur SPS.....	8
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
4.1 Obligations du titulaire.....	8
4.1.1 Obligations de confidentialité.....	8
4.1.2 Protection de la main-d'œuvre et de l'environnement.....	8
4.1.3 Assurances.....	8
4.1.4 Obligation du personnel.....	8
4.1.5 Continuité des prestations.....	9
4.1.6 Modifications administratives et juridiques.....	9
4.2 Obligations de l'Administration.....	9
ARTICLE 5 – MESURES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION.....	9
5.1 Accès aux sites.....	9
5.2 Contrôle des véhicules et des personnes.....	10
5.3 Clauses particulières.....	10
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	10
6.1 Contenu des prix.....	10
6.2 Forme des prix.....	11
6.3 Date d'établissement des prix.....	11
6.4 Révision des prix.....	11
6.4.1 Révision des prix en cas de retard imputable à un autre titulaire.....	11
6.4.2 Choix de l'index de référence.....	11
6.4.3 Modalités d'actualisation des prix.....	12
ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	12
7.1 Responsabilité du titulaire.....	12
7.2 Clauses techniques particulières.....	12

7.3 Contrôle des prestations.....	12
7.4 Réception des travaux.....	13
7.4.1 Principe.....	13
7.4.2 Réception par phases.....	13
7.4.3 Réception définitive.....	13
ARTICLE 8 – PÉNALITÉS.....	13
8.1 Pénalités pour retard.....	13
8.2 Pénalités pour non-respect des obligations.....	13
8.3 Exonération.....	13
ARTICLE 9 – MODALITÉS DE PAIEMENT.....	13
9.1 Généralités.....	13
9.2 Avance.....	14
9.3 Remise des factures.....	14
9.4 Règlement.....	14
9.5 Délai de paiement.....	14
ARTICLE 10 – GARANTIES.....	15
10.1 Garanties générales.....	15
10.1.1 Garantie de parfait achèvement.....	15
10.1.2 Garantie de bon fonctionnement.....	15
10.1.3 Garantie décennale.....	15
10.2 Garanties particulières.....	15
ARTICLE 11 – CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES.....	16
11.1 Cession ou nantissement des créances.....	16
11.2 Dispositions applicables en cas de titulaires étrangers.....	16
11.3 Lutte contre le travail dissimulé.....	16
11.4 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....	16
11.5 Clause incitative pour la promotion des achats responsables.....	17
11.6 Litiges et résiliation.....	17
11.6.1 Médiation interne.....	17
11.6.2 Juridiction compétente.....	17
11.6.3 Résiliation du marché.....	18

ARTICLE 1 - OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

1.1 Liminaire

Le code de la commande publique est nommé « Code » dans le présent document.

1.2 Objet du marché

La présente consultation est un marché de travaux relatif aux opérations de désamiantage et de remplacement des menuiseries au sein de la caserne de gendarmerie de Saint-Pierre.

Les travaux concernent :

- Tranche ferme : le Bâtiment 003 (logement collectif),
- Tranche optionnelle n°1 : le Bâtiment 004 (villa),
- Tranche optionnelle n°2 : le Bâtiment 005 (villa).

Les codes CPV pour ce marché de travaux sont les suivants :

- **45262660-5** - Travaux de désamiantage
- **45421100-5** - Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires
- **45262522-6** - Travaux de maçonnerie
- **45442100-8** - Travaux de peinture

Le contenu et les modalités d'exécution des prestations sont stipulés dans les pièces contractuelles du marché (CCAP et CCTP).

1.3 Catégorie de marché

Ce marché entre dans la catégorie des marchés de travaux.

1.4 Forme et montant du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché à tranches, conformément aux articles L2113-10 et suivants du Code de la commande publique.

Il comprend :

- Une tranche ferme portant sur la réalisation des prestations définies au CCTP pour le bâtiment 003.
- Deux tranches optionnelles :
 - Tranche optionnelle n°1 : prestations relatives au bâtiment 004 ;
 - Tranche optionnelle n°2 : prestations relatives au bâtiment 005.

Chaque tranche est elle-même décomposée en trois lots distincts, attribués séparément conformément au principe d'allotissement :

- Lot 1 : Désamiantage – Démontage des menuiseries extérieures
- Lot 2 : Menuiserie aluminium
- Lot 3 : Gros-oeuvre – peinture – étanchéité – reprise d'encoffrement

L'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée à une décision d'affermissement du représentant du pouvoir adjudicateur qui prendra la forme d'un ordre de service (notification sous PLACE). À défaut de notification dans les délais fixés au présent CCAP, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire s'engage, dès la notification de chaque tranche, à exécuter les prestations correspondantes dans les conditions de prix, de délai et de pénalités prévues par le présent marché.

Marchés de prestations similaires :

Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification du marché initial, l'exécution de prestations similaires à celles prévues au présent marché, sans remise en concurrence préalable.

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent à chaque lot, sauf précision particulière.

1.5 Date d'effet et durée du marché

1.5.1 Délai d'exécution

Les délais d'exécution comprennent obligatoirement une phase de préparation de chantier, suivie des phases d'exécution proprement dites.

- La phase de préparation démarre à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux. Sa durée est fixée à 15 semaines.
- Durant cette phase, le titulaire doit :
 - établir et transmettre ses documents d'exécution (plans, notes de calcul, schémas, etc.),
 - procéder aux approvisionnements nécessaires,
 - mettre en place ses installations de chantier,
 - organiser la sécurité, la protection de la main d'œuvre et l'hygiène,
 - planifier les diverses opérations nécessaires au respect des délais d'exécution,
 - valider les conditions techniques de mise en œuvre et l'établissement des méthodologies spécifiques, notamment en cas de conditions particulières d'intervention (site occupé, etc.),
 - établir le calendrier d'exécution détaillé,
 - organiser la mise à disposition anticipée de parties d'ouvrage,
 - participer aux réunions de coordination initiales.
- Aucune prestation de travaux ne pourra débuter sans la validation des documents et dispositions de la phase de préparation par le maître d'œuvre.

Les phases d'exécution des travaux proprement dits débutent ensuite, conformément au planning contractuel annexé au marché.

La fin du marché ne pourra pas excéder le 30 novembre 2026.

1.5.2 Planning prévisionnel

Un planning prévisionnel, indiquant l'ordonnancement général des lots et des phases de travaux,

est annexé au présent marché.

Ce planning constitue la référence contractuelle pour la coordination des interventions des différents titulaires de lots. Elle fixe les dates prévisionnelles de démarrage et de fin de chaque phase et par lot.

Le planning prévisionnel sera remplacé par le planning d'exécution détaillé, qui sera défini lors de la phase de préparation.

Les délais d'exécution courent à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage. En cas de divergence entre le planning prévisionnel et l'ordre de service, l'ordre de service prévaut.

Le maître d'œuvre est habilité à procéder, en cours d'exécution, à des ajustements du planning afin d'assurer la bonne coordination des lots et le respect des délais globaux. Ces modifications ne peuvent donner lieu à indemnité pour les titulaires, sauf en cas de sujétions imprévues dûment constatées.

ARTICLE 2 – PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement [AE (ATTRI1)] et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par acte de modification ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'Administration font seul foi ;
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable pour l'exécution des marchés est le CCAG/Travaux (CCAG/TX - arrêté du 30 mars 2021).

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

NOTA : Le « Code » et le CCAG/TX sont disponibles gratuitement sur le site Internet legifrance.gouv.fr

(*)

Par "modification", il convient d'entendre toute modification faite en cours d'exécution du marché affectant les conditions d'exploitation initialement convenues entre les parties lors de sa conclusion. Toute modification du contenu du marché doit faire l'objet d'un acte de modification dès lors qu'elle ne bouleverse pas l'économie du marché, ni n'en change l'objet. Une fois conclu, l'acte de modification devient partie intégrante du marché.

ARTICLE 3 – IDENTIFICATION ET RÔLE DES PARTIES

3.1 Le titulaire

Par “titulaire”, il faut entendre la société en charge de l’exécution du marché, et ce indépendamment de sa forme juridique. Cette désignation inclut également son ou ses employés, ainsi que son ou ses représentants. Elle désigne en outre son ou ses éventuels sous-traitants.

3.2 Le COMGENDRE

Par “COMGENDRE”, il faut entendre les différents services du commandement de la gendarmerie de la Réunion, notamment :

3.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Le Général, commandant de la gendarmerie de la Réunion et de la zone sud de l’Océan Indien est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

Il agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification du marché ;
- suivi administratif du marché ;
- établissement des avenants ;
- contentieux ;
- résiliation du marché ;
- mandatement.

Le Bureau des Soutiens et des Finances / Section Budget Administration (BSF/SBA) est en charge de l’exécution contractuelle du marché.

3.2.2 Bénéficiaires

Les travaux, objet de la présente consultation, sont à exécuter à la Caserne de Gendarmerie de Saint-Pierre - 68 Boulevard Hubert de Lisle – 97 410 SAINT-PIERRE

3.2.3 Ordonnateur secondaire

L’ordonnateur secondaire chargé de l’exécution financière du marché est le centre de service partagé interministériel chorus (CSPI C).

Il est en charge :

- de l’émission des engagements juridiques sur Chorus (EJ) ;
- du traitement des factures.

3.2.4 Comptable assignataire

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des Finances publiques de La Réunion.

3.2.5 Maître d’ouvrage

Le maître d’ouvrage est le commandant de la gendarmerie de la Réunion et de la zone sud de l’Océan Indien.

3.2.6 Maître d'œuvre

Le COMGENDRE n'a pas désigné de maître d'œuvre. Au sens du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre fait référence au COMGENDRE dans l'exécution du présent marché

3.2.7 Coordonnateur SPS

En application des articles L.4532-1 et suivants du Code du travail, le maître d'ouvrage désignera un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS).

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du titulaire

4.1.1 Obligations de confidentialité

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/TX relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité, sont applicables au présent marché. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

4.1.2 Protection de la main-d'œuvre et de l'environnement

Le titulaire est soumis aux lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail en application des dispositions de l'article 6 du CCAG/TX.

Il s'engage également à respecter, à appliquer et à faire respecter les textes légaux et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail et sécurité.

En cas d'évolution de la législation en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le RPA, afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un acte de modification par les parties du marché.

4.1.3 Assurances

Conformément à l'article 8 du CCAG/TX, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile professionnelle à l'égard du RPA et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ainsi que pour les dégradations occasionnées au matériel, hors faute d'un bénéficiaire.

A tout moment, l'Administration peut demander au titulaire de fournir une justification qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et ce, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4.1.4 Obligation du personnel

Le titulaire est responsable des actes et fautes commis par son personnel dans les locaux de l'Administration. Il est tenu de réparer ou d'indemniser le préjudice qui en résulte pour la personne publique.

Le personnel doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers et de l'usage des matériels et équipements de l'Administration.

Le personnel qui a eu connaissance de renseignements ou documents quelconques, est tenu de les maintenir confidentiels.

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution de vêtements de travail et/ou d'équipement de protection individuelle (EPI) appropriés aux tâches à accomplir et conformes à la réglementation. Le vêtement de travail devra comporter de façon apparente le sigle de l'entreprise. La fourniture, l'entretien et le remplacement de ces articles restent à la charge du titulaire.

Le personnel devra se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites et se soumettre à tout contrôle qui lui sera demandé. En cas de refus de sa part, le titulaire devra répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

4.1.5 Continuité des prestations

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues durant toute la durée du marché. Il veille notamment à mettre en place du personnel en nombre suffisant pour une bonne exécution de la prestation dans les conditions prévues au CCTP.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève de ses personnels, le titulaire reste tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues. Les moyens d'organisation du service de substitution doivent être dans ce cas soumis préalablement à l'agrément du RPA.

4.1.6 Modifications administratives et juridiques

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée du marché devra être impérativement et immédiatement notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception au RPA.

Sans que cette liste soit exhaustive, celle-ci pourra concerner : la personne ayant le pouvoir d'engager la société, la forme de l'entreprise, sa raison sociale ou dénomination, son adresse, le numéro de compte bancaire à créditer (notamment en cas de contrat d'affacturage intervenant en cours d'exécution du marché), etc.

4.2 Obligations de l'Administration

L'Administration avise le titulaire, dans les meilleurs délais et par écrit, de toutes modifications administratives et juridiques entraînant un changement dans l'exécution du marché.

ARTICLE 5 – MESURES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION

5.1 Accès aux sites

Le titulaire devra transmettre, par courrier électronique à l'adresse suivante : (sil.bsf.comgendre@gendarmerie.interieur.gouv.fr) , une copie lisible des pièces d'identité de chaque travailleur intervenant sur le chantier, au plus tard trois (3) jours ouvrés avant leur première intervention. Ces pièces sont utilisées exclusivement pour permettre le contrôle préalable par les autorités compétentes.

En cas d'affectation de nouveaux ouvriers en cours de chantier, le titulaire est tenu de respecter la même procédure, avec transmission des documents au minimum trois (3) jours ouvrés avant l'arrivée effective desdits personnels sur site.

L'accès pourra être refusé à tout travailleur dont le dossier n'aura pas été transmis dans les délais requis ou qui n'aurait pas obtenu l'agrément de l'autorité compétente et ceux sans explications.

Les refus d'habilitation ne peuvent donner lieu à indemnisation.

Le titulaire sera soumis aux consignes des différents sites du marché, lorsqu'il se trouve dans leur enceinte. Les prestations seront exécutées sous la direction et la responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement aux prescriptions des différentes emprises du présent marché.

L'Administration se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat du personnel jugé par elle indésirable ou ne donnant pas satisfaction.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

Tout manquement aux mesures de sécurité peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire sans préjudice des peines prévues par les dispositions légales relatives aux crimes et délits contre la sûreté de l'État. A ce titre, à l'intérieur des enceintes militaires, le titulaire et ses sous-traitants éventuels sont soumis aux consignes des établissements.

5.2 Contrôle des véhicules et des personnes

Le personnel devra se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites de l'Administration et se soumettre à d'éventuels contrôles. En cas de refus de sa part, le titulaire devra répondre des agissements de son personnel conformément aux règles de droit commun.

L'accès à l'établissement sera refusé à toute personne n'ayant pas rempli toutes les conditions mentionnées dans cet article.

Les différents véhicules du titulaire peuvent faire l'objet de contrôles inopinés dans les cas suivants :

- à l'entrée du site : en cas de refus du contrôle, le véhicule en question ne peut pénétrer à l'intérieur de l'enceinte militaire,
- à l'intérieur du site : sur saisine de l'autorité militaire et sans qu'il puisse lui être opposé un quelconque refus de la part de l'entrepreneur,
- dans le cadre d'une enquête judiciaire.

5.3 Clauses particulières

En cas d'alerte (exercice ou réelle), quelle que soit sa nature, le personnel et son véhicule pourront être appelés à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents.

L'inexécution des prestations contractuelles définies à la suite de telles alertes ne fera courir aucune pénalité de retard à la charge du titulaire du marché. Celui-ci ne pourra prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

6.1 Contenu des prix

Les prix seront hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et comprennent l'ensemble des éléments prévus dans le CCTP.

Les prix sont établis en euros, en chiffres et comportent deux décimales.

6.2 Forme des prix

Le marché est à prix global et forfaitaire.

Les prix sont révisables uniquement dans les conditions fixées au 6.4.1 du CCAP et non actualisables.

Pour les prestations sur attachements le cas échéant, les prix sont unitaires et définitifs. Ils sont réputés fermes pendant la période du marché.

6.3 Date d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres indiqué en page de garde du règlement de la consultation. Ce mois est appelé "mois zéro".

En cas de négociation, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois où la négociation a été finalisée et au cours duquel l'entrepreneur a signé sa dernière proposition de prix. Ce mois est appelé "mois zéro".

6.4 Révision des prix

6.4.1 Révision des prix en cas de retard imputable à un autre titulaire

Dans l'hypothèse où le retard d'exécution d'une phase serait imputable à un autre titulaire du marché, entraînant un décalage du calendrier initial et un report de l'exécution des prestations, le titulaire concerné pourra bénéficier de la révision de ses prix.

Cette révision sera calculée selon la formule prévue à l'article 6.4 du présent CCAP, en prenant pour mois de référence le mois d'exécution effectif des prestations reportées.

Ce mécanisme de révision s'applique exclusivement lorsque le retard est constaté par le représentant du pouvoir adjudicateur et qu'il n'est pas imputable au titulaire concerné.

6.4.2 Choix de l'index de référence

Les index de référence choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix des travaux faisant l'objet des corps d'état sont les index désignés ci-après :

LOT	INDEX	DÉFINITION
1	BT 00	Tout corps d'états
2	SO 03	Menuiserie acier et serrurerie
3	GO 06	Maçonnerie et canalisation béton

Index publié(s) au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index (et pour information au Moniteur des travaux publics et du bâtiment et consultables sur le site www.bdm.insee.gouv.fr). Et par la CERBTP (www.btp-reunion.net) conformément à l'arrêté préfectoral n°2853 du 23 août 2019.

Les indemnités, pénalités, retenues et primes ne sont pas révisables.

6.4.3 Modalités d'actualisation des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois zéro et la dernière valeur de l'indice connue au mois n .

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seront établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix selon la formule suivante: $P_N \times (I_0 / I_n)$ dans laquelle, I_0 et I_n représentent respectivement l'index du mois zéro et l'index connu au jour d'établissement du prix nouveau (P_N).

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

7.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité d'exécuter une prestation conforme aux clauses du présent marché. Il doit obtenir le résultat demandé et défini au CCTP.

7.2 Clauses techniques particulières

Le titulaire s'engage à assurer, pendant toute la durée du marché, l'exécution des prestations définies au CCTP.

Pendant toute la durée du contrat, le titulaire est seul responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts et dommages produits par eux lors de l'exécution des prestations.

7.3 Contrôle des prestations

Les prestations doivent être conformes aux spécifications particulières décrites au CCTP. Habituellement, la direction des opérations appartient au titulaire. Cependant, l'Administration se réserve le droit de surveiller tout ou une partie des opérations et de donner à l'entrepreneur toutes directives qu'elle estime utiles dans le cadre de la réglementation en vigueur. Cette intervention ne dégage pas l'entreprise de ses responsabilités et de l'obligation générale qui lui incombe de conduire les opérations selon les règles de la profession.

La prestation est recevable lorsque celle-ci a été soumise à des contrôles effectués par l'autorité chargée du suivi de la bonne exécution du marché et destinés à vérifier qu'elle a été réalisée conformément aux stipulations du marché.

Le titulaire remettra au responsable technique, les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

La seule autorité compétente à saisir en cas de contestations éventuelles est le RPA.

7.4 Réception des travaux

7.4.1 Principe

La réception des travaux est prononcée par le maître d'ouvrage, éventuellement assisté du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS, à l'issue d'une visite contradictoire avec le titulaire.

7.4.2 Réception par phases

Compte tenu du phasage des travaux, la réception pourra être prononcée :

- par phase ou par tranche, au fur et à mesure de l'achèvement des prestations correspondantes ;
- par lot, lorsque les prestations sont techniquement dissociables.

Chaque réception partielle fera l'objet d'un procès-verbal distinct. Ces réceptions par phases entraînent les mêmes effets qu'une réception unique : transfert de garde, démarrage des garanties légales et contractuelles pour les prestations concernées.

7.4.3 Réception définitive

À l'achèvement de l'ensemble des travaux, une réception globale pourra être prononcée afin de constater la bonne exécution de l'ensemble des prestations et la levée des éventuelles réserves encore en cours.

ARTICLE 8 – PÉNALITÉS

8.1 Pénalités pour retard

Les dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG/TX, lorsque les délais prévus à l'acte d'engagement sont dépassés, s'appliquent.

Ces pénalités seront déduites sur le montant des factures à mandater ou, en cas de dépassement, par émission d'un titre de perception.

8.2 Pénalités pour non-respect des obligations

Lorsque le titulaire ne respecte pas ses obligations en matière de délivrance des pièces prévues à l'article R2143-8 du « Code », dans les quinze jours calendaires suivant la demande de l'Administration, le titulaire encourt une pénalité de cinquante euros hors taxes par jour calendaire de retard sans que le montant total de cette pénalité ne dépasse 10% du montant total des prestations programmées au titre du présent marché.

8.3 Exonération

Conformément à l'article 19.2.1 du CCAG/TX, le titulaire est exonéré, automatiquement et sans formalité, des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 9 – MODALITÉS DE PAIEMENT

9.1 Généralités

Le règlement des sommes dues en vertu du présent marché est effectué dans les conditions prévues aux articles R2191- 23 à R2191-31 du « Code ». Le titulaire doit indiquer toutes les mentions précisées à l'article 8.4 infra pour toute demande de paiement.

9.2 Avance

Les conditions d'exécution du marché ouvrent droit au versement d'une avance.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le pourcentage est fixé à : 30 %

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 8.5 ci-dessous compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du lot. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

9.3 Remise des factures

Les factures sont obligatoirement transmises par voie dématérialisée accompagnées d'une copie de votre bon de commande ou indiquer ses références (le numéro du bon de commande figurant en haut à droite du document), conformément à l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014, par le portail internet CHORUS-PRO <https://chorus-pro.gouv.fr>, et une copie sera adressée par mail à : sil.bsf.comgendre@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les factures dématérialisées devront comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les éléments suivants :

- le numéro du marché ;
- le numéro SIRET du service bénéficiaire (État) ;
- le code du service exécutant (SE) de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- un relevé d'identité bancaire.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des Finances publiques de La Réunion.

9.4 Règlement

Le règlement intervient par virement direct au crédit du compte ouvert au nom du titulaire dont les coordonnées figurent au présent marché.

9.5 Délai de paiement

Le délai global de paiement est de trente (30) jours.

Le défaut de paiement dans les délais indiqués fait courir de plein droit, et sans autres formalités, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret 2022-232 du 21 février 2022 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics modifié par le décret 2008-408 du 28 avril 2008, le point de départ du calcul de ce délai est la date de réception de la demande de paiement ou la date d'admission des prestations exécutées si celles-ci est postérieure à la précédente. Si aucune date ne peut être identifiée, le point de départ du calcul est la date de la facture augmentée de deux (2) jours.

Le taux des intérêts moratoires est porté au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (BCE) à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

ARTICLE 10 – GARANTIES

10.1 Garanties générales

Les garanties ci-après sont applicables au présent marché.

10.1.1 Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, sont couverts par la garantie, les désordres apparents lors de la réception pour lesquels des réserves ont été émises, ainsi que les désordres qui apparaissent lors du délai de garantie. Le délai est d'un (1) an à compter de la réception de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 du CCAG travaux, ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG travaux, et sous réserves que ces travaux et prestations aient bien été signalés à l'entreprise durant le délai d'un an, à compter de la date d'effet de la réception, ce délai est tacitement prolongé jusqu'à la constatation, par le maître d'œuvre, de l'exécution complète de ces travaux et prestations et uniquement pour ceux-ci, que cette garantie soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

10.1.2 Garantie de bon fonctionnement

Conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du Code civil, la garantie de bon fonctionnement couvre les équipements dissociables de la construction. Le délai de garantie est de deux (2) ans à compter de la réception.

10.1.3 Garantie décennale

Conformément aux principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, la garantie décennale couvre tout désordre affectant la solidité de l'ouvrage ou le rendant impropre à sa destination. Le délai de garantie est de dix (10) ans à compter de la réception.

10.2 Garanties particulières

Sans objet

ARTICLE 11 – CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

11.1 Cession ou nantissement des créances

Aucun certificat de cessibilité ne sera remis au titulaire.

11.2 Dispositions applicables en cas de titulaires étrangers

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA, et aura droit à ce que l'Administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

Tous les documents du marché, notices techniques, correspondances, factures sont impérativement rédigés en français.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

11.3 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire a l'obligation de produire tous les six mois jusqu'à la fin du marché, les documents énumérés par l'article D8222-5 du code du travail.

Le dépôt des pièces peut s'effectuer via le site e-Attestations : <https://e-attestations.com/>

11.4 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la copie du jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire du marché au représentant du pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le représentant du pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire en cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si celui-ci est expressément autorisé par le juge-commissaire à décider de la poursuite ou de la résiliation du marché.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période définie par la décision de justice.

11.5 Clause incitative pour la promotion des achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent DCE et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche.

Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

11.6 Litiges et résiliation

11.6.1 Médiation interne

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. me Médiateur interne « relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartient à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

11.6.2 Juridiction compétente

Si des difficultés devaient s'élever entre le commandement de la gendarmerie de La Réunion et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité du sud de l'océan Indien, et, le titulaire quant à

l'exécution des clauses du présent marché, et, qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire sera portée devant le :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA RÉUNION

27 rue Félix Guyon
CS 61107
97404 Saint-Denis Cedex

E-mail : greffe.ta.saint-denis-de-la-reunion@juradm.fr.
Tél. 02.62.92.43.60. Fax 02.62.92.43.62.

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché peuvent être soumis au Comité Consultatif de Règlement des litiges, conformément aux dispositions de l'article *L2197-1* et *R2197-1* du code de la commande publique.

11.6.3 Résiliation du marché

Les articles 49 à 54 du CCAG/TX sont applicables au marché.

En cas de défaillance avérée du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, en application des dispositions de l'article 52 du CCAG/TX.